

 **TERMES DE RÉFÉRENCES**

| Titre : | **Sessions de formation des OSC et des GDF sur les approches permettant de participer efficacement au processus législatif et de contrôle parlementaire du gouvernement[[1]](#footnote-0)**  |
| --- | --- |
| Projet : | Législatures Inclusives pour des Politiques Sensibles au Genre (LIPSG) |
| Objet du contrat : | Livraison de l’activité - voir livrables inscrits au TDRs et la fiche d’activité (Annexe B) |
| Période : | 15 février au 30 mars 2024 |
| Code Budgétaire : | 893-A1311.2 et 893-A1312.2 |
| Niveau d'effort : | Un maximum de 5 jours/ 37,5 heures pour les deux activités dont le paiement sera en CFA ouest-africain (XOF).  |
| Effort financier : | À remplir suite au choix du consultant  |
| Nom du Consultant : | xxx |

*L’usage du masculin dans ce document a pour unique but d’alléger le texte*

**1. Contexte et la justification de l’activité**

Dans le cadre du projet des Législatives Inclusives pour des Politiques Sensibles au Genre (LIPSG), des activités d'évaluation ont été menées pour déterminer les besoins et les lacunes du parlement en matière d'égalité des sexes. Les résultats de ces activités démontrent la nécessité de renforcer la capacité des membres de l’Assemblée nationale à s'acquitter de leurs fonctions législatives et de contrôle en tenant compte de l'égalité des sexes En outre, il a également été noté qu'il y a un manque d'implication des OSC et des groupes de défense des droits des femmes dans les activités des parlementaires, alors que les organisations de la société civile peuvent fournir des informations sur l'intégration de la dimension genre aux parlementaires par le biais de leurs expériences.

L'activité 1311.2 vise à renforcer la capacité des OSC et des groupes de défense des droits des femmes sur les approches d’un engagement efficace dans les processus législatifs qui s'attaquent aux inégalités entre les sexes. Cette activité permettra aux OSC et aux groupes de défense des droits des femmes de collaborer avec l’Assemblée nationale, en particulier les parlementaires.

L'activité 1312.2 vise à former les OSC/GDF sur le processus budgétaire de l'État afin de savoir quand et comment y participer tout en élaborant les outils et approches pour participer efficacement au contrôle parlementaire du gouvernement.

**2. Description et objectif (s) visé (s) par les activités**

Renforcer la capacité des OSC et les GDF dans un premier temps pour un engagement efficace dans les processus législatifs traitant des inégalités entre les hommes et les femmes et d’autre part sur le processus budgétaire de l'État, les outils et un processus clair (liste de contrôle) pour un engagement efficace dans les processus de contrôle.

**3. Durée du contrat**

Le consultant aura 5 jours/37,5 heures de travail sur une période d’un mois et demi (1,5) mois, allant du 15 février au 30 mars 2024, pour accomplir les deux activités.

**4. Portée de la mission**

Travaillant en étroite collaboration avec l'équipe (LIPSG) du Togo, le consultant sélectionné soutiendra les activités suivantes avec des livrables spécifiques.

**Activité 1311.2 : Sessions de formation à l'intention des OSC et des groupes de défense des droits des femmes sur les approches permettant de s'engager efficacement dans le processus législatif**

* **Organiser une session de formation** à l'intention des OSC et des GDF sur la meilleure façon de s'engager avec les comités/caucus dans le processus législatif qui représente les besoins et les points de vue des femmes et des filles en utilisant la législation actuelle ou le projet de loi et développer des outils pour aider les OSC et les GDF à s'engager efficacement dans le processus législatif ;

**Activité 1312.2 : Sessions de formation à l'intention des OSC et des groupes de défense des droits des femmes sur les approches permettant de s'engager efficacement dans le processus de contrôle**

* Animer un atelier à l'intention des OSC et des GDF pour élaborer des outils et un processus clair (liste de contrôle) dans le cadre de leur engagement dans le processus de contrôle ;
* Élaborer des outils et un processus clair (liste de contrôle) à l'intention des OSC et des GDF dans le cadre de leur engagement dans le processus de contrôle.
* Animer un deuxième atelier de formation pour les OSC et les GDF sur les approches d'un engagement efficace dans le processus d'élaboration des politiques.

**5. Livrables Attendus**

1. les matériels de formation (powerpoint et exercices et autres)
2. les modules de formations (supports Word) pour les OSC et les GFD
3. Des outils et un processus clair (liste de contrôle) élaborés pour permettre aux OSC et aux GFD de s'engager dans le processus de contrôle
4. Des outils élaborés pour aider les OSC et les GDF à s'engager efficacement dans le processus législatif
5. Le consultant national travaillera de concert avec l'équipe du projet pour rédiger un rapport sur la session de formation. Une première version sera élaborée pour être soumise à l'examen de l'équipe du projet, ensuite le rapport final sera préparé en prenant en considération les retours et les contributions reçus.
6. Les rapports finaux devront être transmis au plus tard deux semaines après la réalisation de l’activité. Le consultant national en collaboration avec l'équipe du projet produira un rapport sur la session de formation. Une première version sera produite pour examen par l'équipe du projet. Le rapport sera finalisé en fonction des réactions et des contributions reçues.
7. Les rapports finaux devront être réceptionnés au plus tard deux semaines après l’animation des formations.

**6. Qualifications et expériences requises**

**V-1. Profil :**

* Être titulaire d'un diplôme universitaire BAC + 5 (maîtrise, DESS, DEA) ou d'un doctorat en sciences sociales, droit, affaires publiques, politique ou domaines connexes ;
* Au moins cinq (05) ans d'expérience dans le domaine des relations entre société civile et parlement ;
* Forte capacité en animation d’ateliers ;
* Démontrer une solide connaissance des questions de genre et d'inclusion au Togo ;
* Avoir des compétences analytiques et une bonne capacité de dialogue ;
* Démontrer une forte capacité de gestion d'équipe, d'animation d'atelier, de coordination du travail en atelier et de travail dans un contexte multipartite et multiculturel ;
* Avoir des compétences avérées en matière de communication (orale et écrite) ;
* Avoir une parfaite maîtrise de la langue française ;
* Faire preuve d'une réelle proactivité et de disponibilité, et être suffisamment flexible pour s’adapter aux besoins de la mission, proactif, disponible et flexible pour vous adapter à la période de la mission.
* Être capable de fournir quelques références des organisations avec lesquelles le consultant a mené des études ou des activités similaires ; des activités d'étude.
* Une expérience de travail avec l'Assemblée nationale du Togo serait un atout.

**V-2. Compétences :**

* Posséder d'excellentes compétences en rédaction et en communication.
* Détenir une capacité d'analyse et de synthèse avérée.
* Faire preuve de fiabilité dans la tenue des engagements.
* Avoir la capacité d'innover.
* Être un membre collaboratif au sein de l'équipe.
* Faire preuve d'un sens des responsabilités prononcé.
* Assumer l'intégralité des responsabilités et respecter les engagements pris.
* Suivre les normes techniques professionnelles et maintenir un niveau élevé de qualité.
* Être immédiatement disponible.

**VI- Dossier de candidature**

Les dossiers de candidatures doivent inclure les documents suivants :

* Une lettre de candidature adressée au directeur du Centre Africain pour les Affaires Parlementaires (ACEPA) ;
* Une copie actualisée du curriculum vitae (CV) ;
* Une offre technique mettant en exergue la compréhension des termes de référence et de la méthodologie de conduite de la mission ;
* Une offre financière ;
* Certificats de réussite de missions similaires.

L’offre doit être envoyée par courriel avec la mention **"Candidature au poste de consultant(e) national en facilitation d’atelier avec les parties prenantes du projet LIPSG"**. Le dossier de candidature doit être envoyé au plus tard le 22 février 2024 à 17h00 GMT à l'adresse suivante : komitse.amouzouvi@acepa-africa.org avec copie à ayawavi.djahlin@acepa-africa.org

Pour toutes questions, veuillez envoyer un courriel à komitse.amouzouvi@acepa-africa.org avec une copie à ayawavi.djahlin@acepa-africa.org

***NB : Les candidatures féminines sont fortement encouragées.***

1. 1311.2 & 1312.2 Y2Q4 : [↑](#footnote-ref-0)